

# Bilan Flash des contrats de ruralité

Mai 2018

## Mission réalisée par

- Mohammed Chahid, Consultant, Directeur d'études MATI Cabinet Conseil
- Gwénaél Doré, consultant



***Les analyses et préconisations de ce rapport sont issues du travail de terrain des consultants et n'engagent pas le CGET.***

## Sommaire

|                                                                                                                                                                          |    |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Introduction.....                                                                                                                                                        | 4  |
| I. Contrat de ruralité, contrat de réalité.....                                                                                                                          | 10 |
| 1) Un premier bilan globalement satisfaisant .....                                                                                                                       | 10 |
| 2) Un temps long de préparation malgré un démarrage sur les chapeaux de roue .....                                                                                       | 12 |
| 3) Un partenariat resserré sans réelle participation socioprofessionnelle .....                                                                                          | 13 |
| 4) Un contrat qui vient en soutien opérationnel des projets de territoire .....                                                                                          | 14 |
| 5) Le contrat de ruralité au cœur de l'aménagement du territoire .....                                                                                                   | 16 |
| II. Un contrat de perspectives : quatre pistes d'évolution .....                                                                                                         | 19 |
| 1) Donner plus de lisibilité aux contrats de ruralité, en passant à une véritable programmation pluriannuelle .....                                                      | 19 |
| 2) Renforcer la crédibilité des contrats, en mettant en place notamment une meilleure articulation des interventions de l'Etat ainsi qu'avec les autres financeurs ..... | 20 |
| 3) Encourager l'innovation et l'expérimentation et viser une plus grande ambition dans les projets..                                                                     | 21 |
| 4) Renforcer le dialogue avec le territoire .....                                                                                                                        | 22 |
| Liste des personnes rencontrées et remerciements.....                                                                                                                    | 24 |

# Introduction

## Le contrat de ruralité

Créé en 2016 par le Comité interministériel aux ruralités, le contrat de ruralité est une nouvelle démarche de soutien pluriannuel aux projets d'investissements locaux dans les zones rurales. En associant étroitement les acteurs locaux, ces contrats se veulent des outils de coordination et de structuration des politiques publiques au niveau d'un territoire, permettant la mise en cohérence des investissements publics.

Les projets financés par les contrats de ruralité doivent s'articuler autour d'un projet de territoire, dans six champs d'action : l'accès aux services et aux soins, la revitalisation des bourgs centres, l'attractivité des territoires, les mobilités, la transition écologique et la cohésion sociale.

En 2017, plus de 450 contrats ont été signés avec une enveloppe programmée en 2017 de plus de 425 M€ de crédits de l'Etat (dont 145 M€ de DSIL<sup>1</sup> dédiée et mobilisant également d'autres fonds et dotations d'Etat) pour soutenir plus de 5000 actions. Cette première génération de contrats ira jusqu'en 2020 avec un engagement de co-financement DSIL et DETR<sup>2</sup> dans le budget quinquennal de l'Etat. Alors qu'en 2017, les contrats de ruralité disposaient sur le plan national d'une deuxième enveloppe de la DSIL spécifiquement réservée, en 2018, la DSIL se compose désormais d'une enveloppe unique, d'un montant total de 615 M€, destinée à soutenir les projets inscrits dans un contrat de ruralité signé avec le préfet mais aussi des projets s'inscrivant dans les six priorités thématiques suivantes (cf. article 157 de la loi de finances pour 2018) :

- (a) rénovation thermique, transition énergétique et développement des énergies renouvelables,
- (b) mise aux normes et de sécurisation des équipements publics,
- (c) développement d'infrastructures en faveur de la mobilité ou en faveur de la construction de logements,
- (d) développement du numérique et de la téléphonie mobile,
- (e) création, transformation et rénovation des bâtiments scolaires,
- (f) réalisation d'hébergements et d'équipements publics rendus nécessaires par l'accroissement du nombre d'habitants.

## Les fonds mobilisés

Le contrat de ruralité a vocation à mobiliser des fonds d'Etat (DSIL, DETR, DGD, FNADT, Ministère de la Culture, CNDS, volet territorial du CPER, ADEME, ANAH, ...) ainsi que des

---

<sup>1</sup> Dotation de soutien aux investissements locaux

<sup>2</sup> Dotation d'équipement des territoires ruraux, créée par la loi de finances 2011, fusion de la DDR (dotation de développement rural) et de la DGE (dotation globale d'équipement) des communes

financements des Régions et des Départements (notamment au travers des contrats signés avec les EPCI).

**TABLEAU 1 - LES FONDS MOBILISABLES DANS LES CONTRATS DE RURALITE<sup>3</sup>**

| Fonds Etat                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     | Financements collectivités supra-locales                                          |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>• DSIL (Préfet région)</li> <li>• DETR (Préfet département)</li> <li>• DGD (Dotation Générale de Décentralisation)</li> <li>• FNADT (Fonds National d'Aménagement et de Développement du Territoire)</li> <li>• Ministère de la Culture</li> <li>• CNDS (Centre National pour le Développement du Sport)</li> <li>• Volet territorial CPER (Contrat de Plan Etat-Région)</li> <li>• ADEME (Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie)</li> <li>• ANAH (Agence Nationale de l'Habitat)</li> <li>• Tout autre fonds porté par les différents Ministères et opérateurs de l'Etat</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Région</li> <li>• Département</li> </ul> |

### Les contrats signés

Début 2018, plus des deux-tiers des contrats signés l'étaient :

- avec des communautés de communes (dans certains cas, résultant d'un accord et d'un appui en ingénierie au niveau d'un Pays, le Pays ne pouvant être officiellement porteur mais pouvant être co-signataire),
- dans près de 20% des situations, avec des PETR<sup>4</sup> (avec en plus, quelques PETR en gestation),
- et pour 13%, avec des communautés d'agglomération ou urbaines constituées de villes moyennes, pôles de centralité.

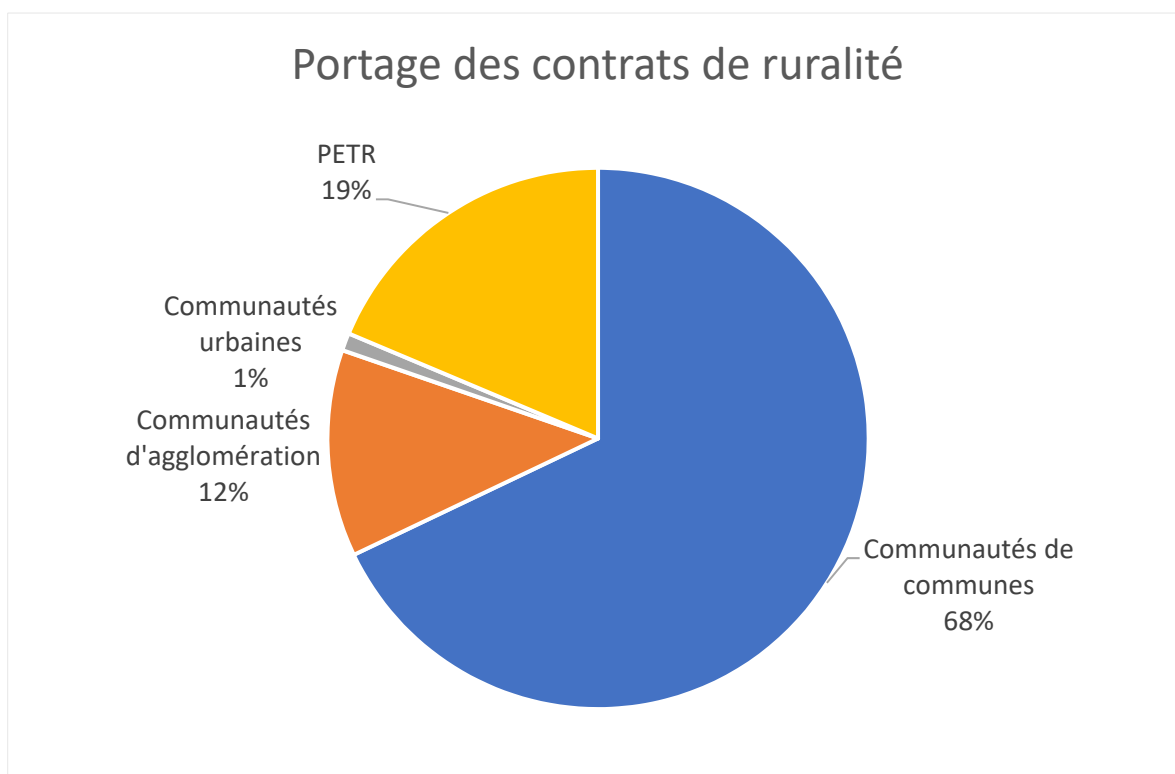
A l'échelle départementale, le nombre de contrats peut aller d'un à une dizaine (cas de plusieurs départements de l'Ouest), et à la fin de l'année 2017, un quart des départements étaient intégralement couverts par des contrats de ruralité. Le plus ou moins grand nombre de contrats peut résulter du choix du maillage plus resserré des PETR (mais pas toujours, reflétant parfois la plus grande réactivité des territoires ou le choix des préfets). Il est à noter qu'initialement étaient visés « les projets portés par les pôles d'équilibre territoriaux et ruraux (PETR) en priorité ainsi que par les établissements publics de coopération intercommunale à une échelle suffisamment vaste »<sup>5</sup>.

<sup>3</sup> Liste non exhaustive

<sup>4</sup> Pôle d'équilibre territorial et rural, issu de la loi MAPTAM du 27 janvier 2014 et prenant la suite de nombreux Pays

<sup>5</sup> Circulaire du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de la Ruralité et des Collectivités Territoriales du 24 janvier 2017, relative au Soutien à l'investissement public local

FIGURE 1 : PORTAGE DES CONTRATS DE RURALITE



### Un bilan qualitatif lancé par le CGET

Après un an d'élaboration et de début de mise en œuvre des contrats de ruralité, le CGET a confié à deux consultants<sup>6</sup>, une mission de premier bilan « qualitatif » de ces contrats en identifiant au niveau national six territoires test.

Les six territoires étudiés ont été choisis par le CGET selon des critères tenant notamment compte du contexte géographique et institutionnel :

- deux communautés de communes (dont l'une résultant de la fusion récente de deux communautés précédentes : Grand Roye et l'autre constituée par la réunion de deux communautés),
- trois PETR (dont un en milieu rural : Vézère Auvézère et deux en milieu périurbain) : Grand Clermont et Pays Tolosan,
- une communauté d'agglomération récemment constituée (CA Redon),

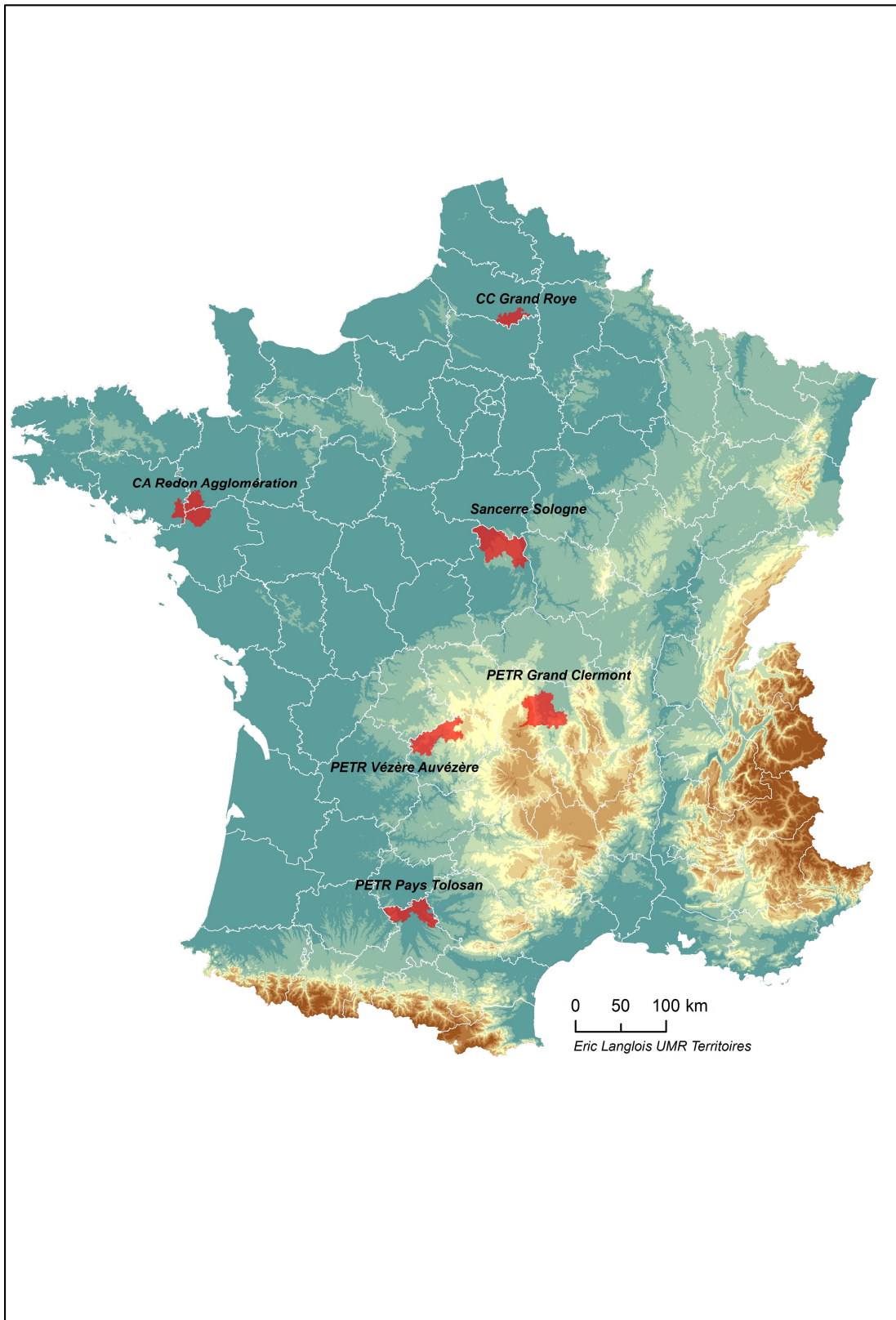
Deux journées sur site ont été consacrées par territoire, soit près d'une soixantaine d'entretiens qualitatifs avec les responsables de l'Etat, les élus et les agents des territoires ainsi que les partenaires départementaux et régionaux.

<sup>6</sup> Mohammed Chahid (Mati Cabinet Conseil) et Gwénael Doré

**TABLEAU 2 : LES TERRITOIRES ETUDIÉS**

| <b>Département/<br/>Région</b>          | <b>Territoires porteurs<br/>du contrat</b>                                                                                                                                                                | <b>Partenaires signataires avec<br/>l'Etat</b>                                                                                                                                                                                                                                                                     | <b>Date de<br/>signature</b> |
|-----------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------|
| Ille et Vilaine/<br>Bretagne            | CC Pays de Redon devenu<br>CA Redon Agglomération<br>au 1/1/2018                                                                                                                                          | <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Conseil Départemental de Loire Atlantique</li> <li>▪ Conseil Départemental d'Ille et Vilaine</li> <li>▪ Caisse des Dépôts et consignations</li> </ul>                                                                                                                     | 11 mai 2017                  |
| Somme/ Les<br>Hauts de France           | CC Grand Roye (fusion<br>récente de 2 CC)                                                                                                                                                                 |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    | 10 juillet 2017              |
| Haute-Garonne/<br>Occitanie             | PETR Pays Tolosan                                                                                                                                                                                         | <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Conseil Régional d'Occitanie</li> <li>▪ Conseil Départemental de la Haute-Garonne</li> <li>▪ Caisse des Dépôts et consignations</li> </ul>                                                                                                                                | 17 juillet 2017              |
| Cher/ Centre Val<br>de Loire            | <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ CC Pays Fort, Sancerrois Val de Loire</li> <li>▪ CC Sauldre et Sologne</li> </ul>                                                                                | <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Conseil Régional Centre-Val de Loire</li> <li>▪ Conseil Départemental du Cher</li> <li>▪ SM du Pays Sancerre Sologne</li> </ul>                                                                                                                                           | 4 juillet 2017               |
| Puy-de-Dôme/<br>Auvergne Rhône<br>Alpes | PETR Grand Clermont                                                                                                                                                                                       | <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Billom Communauté</li> <li>▪ Clermont Auvergne Métropole</li> <li>▪ Mond'Arverne Communauté</li> <li>▪ Riom Limagne et Volcans</li> <li>▪ Conseil Départemental du Puy-de-Dôme</li> <li>▪ PNR du Livradois Forez</li> <li>▪ Caisse des Dépôts et consignations</li> </ul> | 29 juin 2017                 |
| Corrèze/<br>Nouvelle<br>Aquitaine       | <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ CC Vézère-Monédières-Millesources</li> <li>▪ CC Pays d'Uzerche</li> <li>▪ CC Pays de Lubersac-Pompadour</li> </ul> Territoire qui s'est depuis constitué en PETR | <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Conseil Départemental de la Corrèze</li> <li>▪ SM PNR Millevaches en Limousin</li> </ul>                                                                                                                                                                                  | 20 mars 2017                 |

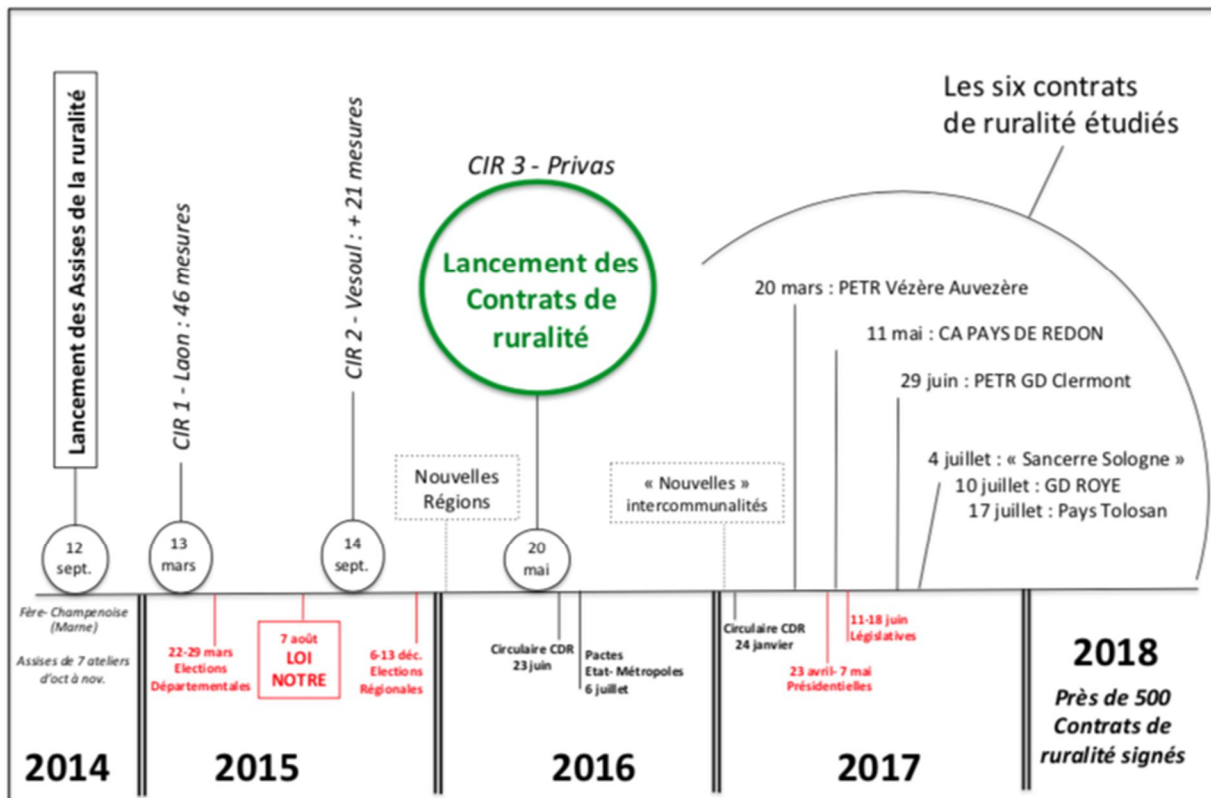
FIGURE 2 : LOCALISATION DES CONTRATS DE RURALITE ETUDIES





La mise en œuvre des contrats de ruralité s'est réalisée dans un contexte très contraint : nouvelles intercommunalités, élections présidentielles et législatives. Néanmoins, de nombreux contrats de ruralité ont vu le jour avant fin 2017.

FIGURE 3 - UN AGENDA CONTRAINT POUR LA MISE EN ŒUVRE DES CONTRATS DE RURALITE



# I. Contrat de ruralité, contrat de réalité

## 1) Un premier bilan globalement satisfaisant

D'un point de vue général, les six contrats de ruralité étudiés ont répondu aux premières attentes des responsables des territoires autour de deux temps forts :

### De nouveaux contrats pour de « nouveaux » territoires

Il s'agit tout d'abord d'un rendez-vous entre un nouveau contrat de l'Etat et des territoires ruraux, nouveaux espaces de projet pour une grande majorité d'entre eux. Les contrats de ruralité sont en effet arrivés à un moment opportun de la reconfiguration territoriale suite aux regroupements de la loi NOTRe<sup>7</sup>

Pour certains territoires, le calendrier de conception des contrats de ruralité est survenu en même temps que la fusion des communautés de communes et à cheval entre deux années où les décisionnaires ne seraient pas exactement les mêmes. Cela présentait de ce fait un contexte défavorable pour s'appuyer sur un projet de territoire couvrant les années à venir.

Lors de la signature, la plupart des structures signataires disposaient d'un projet de territoire, d'autres étaient en train de le refonder, certaines commençaient à l'élaborer. Le contrat de ruralité vient donc s'appuyer sur une nouvelle dynamique locale enclenchée en 2016 et poursuivie au lendemain des fusions d'EPCI ou des nouvelles prises de compétences.

L'élaboration des contrats a été l'occasion d'une véritable réflexion collective ainsi que la reprise de projets déjà existants dès lors que ceux-ci ne pouvaient être élaborés en un temps record. Les contrats de ruralité ont quand même obligé à effectuer une amorce de priorisation et de réflexion, même si le pragmatisme a prévalu sur la priorisation de projets stratégiques et si parfois cela donne l'impression d'une addition de projets communaux sans que cela s'inscrive dans un plan de développement<sup>8</sup>. Cette démarche a fait toutefois émerger une vision territoriale, même si des interlocuteurs ont fait remarquer que l'inscription d'actions dans le contrat a été initialement perçue comme un moyen d'obtenir des subventions supplémentaires et non comme un projet pluriannuel de développement du territoire.

---

<sup>7</sup> Loi 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République

<sup>8</sup> Comme le faisait déjà remarquer l'UNADEL en 2017, in UNADEL, 2017, Mise en œuvre des contrats de ruralité. Accompagnement par l'UNADEL de 5 territoires ruraux

Le contrat a représenté une approche territoriale (intercommunale) au-delà du territoire de chaque commune, une approche intégratrice du projet de territoire, qui vise à assurer la cohérence des projets et un instrument de concertation entre élus qui permet de « jouer cartes sur table ». Avant d'être retenu par l'Etat, le projet de la commune doit être validé par la structure intercommunale, et ceci favorise une vision intercommunale. De plus, le contrat donnant de la visibilité jusqu'en 2020, facilite les arbitrages entre communes (report de projets de certaines communes et avancées pour d'autres). Ceci va jusqu'à ouvrir la perspective d'un plan pluriannuel d'investissement intercommunal (CA Redon), ce qui suppose une capacité d'ingénierie pour planifier les projets communaux dans le temps et des capacités à anticiper et à mettre en œuvre. Ceci encourage certaines intercommunalités à se structurer davantage, à se fixer une ligne de conduite et à se tenir à des échéances.

Le contrat a permis dans certains cas de mieux fédérer deux anciennes communautés de communes (cas du Grand Roye), en offrant une nouvelle dynamique, et de développer l'esprit communautaire, avec le souhait de dégager des projets structurants (maillant et rayonnant au-delà du périmètre de la commune retenue).

Fait notable, les territoires dotés d'un PETR semblent apprécier la forme de reconnaissance et une certaine légitimité que leur apporte le contrat de ruralité dans la mise en œuvre de leur projet interterritorial : l'exercice favorise les échanges entre le PETR et les communautés de communes qui le composent, voire avec les communes au travers de la conférence des maires instituée. Les PETR ont dû obtenir l'aval des élus de leurs territoires non habitués à les voir intervenir dans une mission de recensement et de coordination de leurs projets et d'interface avec les services de l'Etat.

#### **Un dialogue Etat-Collectivités conforté**

La mise en place des contrats de ruralité souligne la qualité du dialogue – obligatoire - avec les collectivités et de l'écoute entre l'Etat et les acteurs du développement territorial. Cela constitue un précieux espace de co-construction soutenu par une animation de proximité des sous-préfets, largement appréciée par les élus locaux. Les sous-préfectures jouent en particulier un rôle d'échelon de proximité, favorisant les échanges réguliers entre les services de l'Etat et les collectivités locales. Pour les territoires, cela apporte une meilleure lisibilité des financements de l'Etat et une opportunité de travailler en collaboration avec ses services. Pour l'Etat, cela permet d'avoir une meilleure visibilité des projets du territoire et une meilleure connaissance des interlocuteurs.

Permettant de sortir d'une relation au coup par coup avec les collectivités, les contrats de ruralité favorisent une analyse croisée des projets du territoire et des politiques nationales, la difficulté étant de définir un ordre de priorité.

C'est également un instrument d'échange entre les co-financeurs (notamment entre l'Etat, le Département et la Région). L'annexe financière est importante car elle permet de croiser les différents financements (Etat, Conseil régional et Conseil départemental). Le contrat de ruralité permet pour les co-financeurs, une analyse croisée des différents soutiens, le repérage de nouvelles possibilités de soutien de la part de tel ou tel financeur, voire d'envisager l'évolution de tel ou tel règlement de financeur pour

soutenir des projets qui ne rentrent pas dans les « cases » (témoignage du Département de la Haute-Garonne).

Au-delà du contrat et des moyens alloués, les élus saluent la prise en compte de la ruralité dans une politique publique dédiée. Cela constitue un signal fort pour une implication durable de l'Etat dans les territoires ruraux.

Très tôt, les services de l'Etat ont ainsi associé les principaux interlocuteurs en ouvrant le premier chapitre d'un livre partenarial autour d'une nouvelle forme de coopération basée sur le « sur mesure » et de surcroît rassurante par la durée de contractualisation.

Si le contrat de ruralité n'arrive pas dans un désert de projets territoriaux, il s'inscrit surtout dans une longue tradition de contractualisation territoriale. EPCI<sup>9</sup>, Pays et PETR sont effectivement rodés à la politique contractuelle notamment avec les Départements et les Régions.

Pour autant, le contrat de ruralité - outil de l'Etat - a rapidement trouvé sa place et sa force dans un univers contractuel local. Son originalité réside dans l'offre d'un cadre général pluriannuel, un soutien ciblé et accélérateur de projets, un aspect « ensemble » facilitateur de co-financements et une certaine souplesse dans la mise en œuvre des projets.

## 2) Un temps long de préparation malgré un démarrage sur les chapeaux de roue

Dans l'ensemble, les contrats de ruralité ont été signés dans les temps avec des délais relativement contraints pour les services de l'Etat et les territoires. L'information a été largement relayée fin 2016 et début 2017 par les préfetures et leur réseau de sous-préfetures en partenariat avec les associations départementales d'élus (AMF, AMRF<sup>10</sup>). Par ailleurs, les Départements et les Régions ont été sollicités en amont pour échanger sur les modalités de partenariat puis invités à faire partie des signataires des futurs contrats.

Les six territoires étudiés ont vu leur date de signature définitive s'étaler entre mars et juillet 2017. Au regard de la nouveauté de la démarche, c'est sans aucun doute le temps de préparation qui a été le plus chronophage : diffusion de l'appel à candidatures, mobilisation des services de l'Etat autres que les préfetures (DDT, DREAL, ARS...), explications pédagogiques et administratives, mise en exergue des projets de territoire, identification et tri des opérations, nombreux va et vient pour asseoir le projet du contrat et dans certains cas co-écriture des contrats...

A cela, il faut rajouter deux principales hésitations ayant généré un ralentissement de la contractualisation, relatives :

- soit à la qualité du porteur : c'est le cas d'un Pays finalement reporté sur ses EPCI membres (Sancerre Sologne) ou le cas d'un PETR abritant une future métropole (Clermont-Ferrand) porteuse d'un éventuel pacte métropolitain,
- soit à des interrogations sur le financement de certaines actions nécessitant de l'ingénierie.

---

<sup>9</sup> Etablissement Public de Coopération Intercommunale

<sup>10</sup> Association des Maires de France, Association des Maires Ruraux

Aussi, si pour certains, la préparation a démarré fin 2016, elle a nécessité de nombreux échanges entre les services de l'Etat et les territoires pressentis. Le premier contrat a été conclu au printemps 2017 tandis que 4 sur 6 ne l'ont été que durant l'été suivant, soit une date relativement avancée au regard des procédures de financements à mobiliser (DETR et DSIL). Dans l'ensemble, l'année 2017 a été largement consacrée à co-construire le contrat sur la base d'un diagnostic du territoire et de projets ciblés dont on espérait un démarrage effectif en terme budgétaire avant fin 2017, pour pouvoir engager des crédits. L'année 2018 est mise à contribution pour mettre en œuvre les premières actions et redémarrer la négociation pour la suite de la programmation.

### 3) Un partenariat resserré sans réelle participation socioprofessionnelle

Sur les six contrats, seules deux Régions (Occitanie et Centre-Val-de-Loire) sont finalement signataires. Cela peut être dû en partie à des raisons chronologiques : fusion des Régions (hormis les Régions Bretagne et Centre-Val-de Loire pour les cas étudiés) dès le 1er janvier 2016 appelant la mise en place des exécutifs, puis la définition et la mise en œuvre de politiques publiques. Cela est particulièrement prégnant, notamment pour l'aménagement du territoire dont la Région est chef de file. Parfois également, des divergences ont pu se manifester sur les périmètres de contractualisation (question évoquée par la Région Bretagne). Mais cela peut s'expliquer aussi par une certaine circonspection à l'égard de l'Etat qui revient dans le jeu de la contractualisation territoriale.

Pour autant, les Régions sont indirectement partenaires puisqu'elles financent de nombreuses opérations portées par les communes ou les EPCI dans le cadre de la politique contractuelle régionale.

Ce sont les Départements qui ont été particulièrement actifs (cinq départements signataires sur six dans les cas étudiés) et présents en tant qu'acteurs de proximité des territoires ruraux et premiers partenaires de la contractualisation avec les EPCI et les communes. En effet, la plupart des départements développent des politiques de contractualisation avec leurs EPCI.

TABLEAU 3 : SIGNATAIRES DU CONTRAT ET PARTICIPATION AU COMITE DE PILOTAGE

| Signataires                                         | Grand<br>Clermont | Grand<br>Roya | CA Redon   | Pays<br>Tolosan | Sancerre<br>Sologne | Vézère<br>Auvézère |
|-----------------------------------------------------|-------------------|---------------|------------|-----------------|---------------------|--------------------|
| EPCI/PETR                                           | X                 | X             | X          | X               | X                   | X                  |
| Etat                                                | X                 | X             | X          | X               | X                   | X                  |
| PNR                                                 | X                 |               |            | X               |                     | X                  |
| SM Pays                                             |                   |               |            |                 | X                   |                    |
| Département                                         | X                 |               | X          | X               | X                   | X                  |
| Région                                              |                   |               |            | X               | X                   |                    |
| CDC                                                 | X                 |               | X          | X               |                     |                    |
| <b>Autres membres<br/>du comité de<br/>pilotage</b> |                   |               |            |                 |                     |                    |
| Région                                              |                   | Partenaire    | Partenaire |                 |                     |                    |

|                             |  |                         |           |        |  |  |
|-----------------------------|--|-------------------------|-----------|--------|--|--|
|                             |  | financeur               | financeur |        |  |  |
| Département                 |  | Partenaire<br>financeur |           |        |  |  |
| Conseil de<br>développement |  |                         | Invité    | Invité |  |  |
| CDC                         |  | Souhaité                |           |        |  |  |
| ARS                         |  | Souhaité                |           |        |  |  |
| ADEME                       |  | Souhaité<br>(financeur) |           |        |  |  |

Si la présence institutionnelle de la Caisse des dépôts et consignations est constatée pour un contrat sur deux étudié (CA Redon, Grand Clermont, Pays Tolosan), ce n'est pas le cas des chambres consulaires et des associations, voire des structures participatives telles que les conseils de développement. Plusieurs hypothèses peuvent être avancées : manque de temps voire de culture de la participation, démarche procédurale prenant le pas sur la co-construction, peu d'intérêt pour les chambres consulaires au regard d'investissements publics portés par les collectivités locales n'appelant pas à priori de co-financement privé...

Quoi qu'il en soit, ce constat interpelle quant à la capacité des acteurs socioprofessionnels à être associés à une démarche qui se voulait ouverte au départ comme le préconisaient les circulaires ministérielles. Ainsi la maquette d'un contrat de ruralité de janvier 2017, diffusée par le CGET, mentionnait la « participation des habitants et des acteurs de la société civile » et les « modalités d'association des habitants et des acteurs de la société civile au processus d'élaboration et de suivi des actions du contrat (collège au sein du comité de pilotage, ou comité de concertation, ou toute autre disposition souple et adaptée) ».

A noter toutefois, le souci pour quelques territoires d'associer leurs conseils de développement pour les « tenir informés » chemin faisant de la démarche contractuelle et des projets soutenus, avec la présence formelle dans deux cas au Comité de pilotage du contrat (CA Redon et Pays Tolosan). A noter également la porte d'entrée des co-financements Leader pouvant être débattus par les groupes d'action locale. A souligner aussi des pratiques d'implication des habitants dans la conception d'équipements par des maires bénéficiaires du contrat. Mais dans l'ensemble, le contrat était une affaire entre l'Etat et les collectivités, à charge pour ces dernières d'associer leurs interlocuteurs habituels. Sans nul doute des propositions sont à imaginer pour partager l'esprit du contrat de ruralité avec le plus grand nombre d'acteurs locaux, chantier bien plus vaste que le seul contrat de ruralité.

## 4) Un contrat qui vient en soutien opérationnel des projets de territoire

Indéniablement et cela a été reconnu par les porteurs territoriaux, le contrat de ruralité vient renforcer les projets des territoires :

- en appuyant la stratégie de développement du territoire et en soutenant la vitesse de croisière de sa mise en œuvre, cela est particulièrement vrai pour de jeunes PETR. Si le PETR apparaît comme un vrai support pour connaître les différentes sources de financement, ce qui contribue à le légitimer aux yeux des communautés le composant, il

ne peut se résumer à un rôle d'intermédiaire en matière de subventions, il doit s'affirmer comme un acteur central au service de la stratégie du territoire.

- en resserrant les liens interterritoriaux, les EPCI membres d'un système territorial pouvant apprécier ce qui se fait chez le voisin. Sorte de « mini-Leader » si l'on tentait la comparaison, le contrat de ruralité est quelque part fédérateur d'initiatives diverses à l'échelle d'un même territoire.

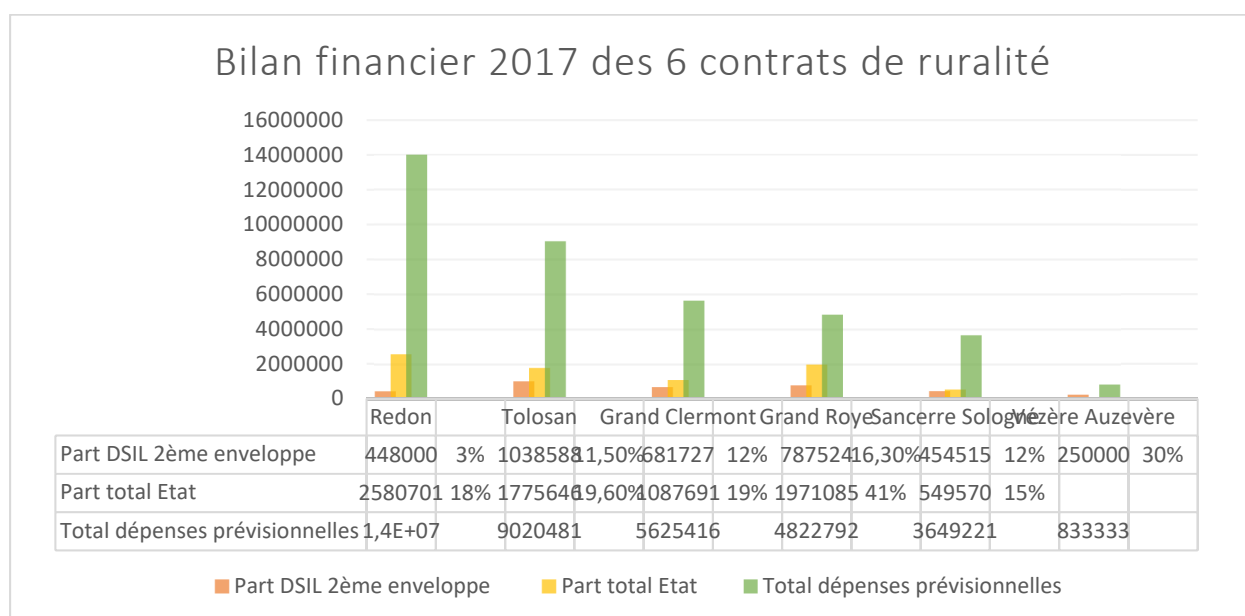
Le contrat de ruralité est également un contrat de « réalité », apportant concrètement un soutien direct et opérationnel aux projets :

- en « boostant » des opérations qui n'auraient pas vu le jour ou qui auraient mis du temps à émerger,
- en offrant un cadre de visibilité des projets aux partenaires pour d'éventuels et précieux cofinancements,
- en ouvrant un nouveau focus sur des thématiques non jugées prioritaires ou méconnues par les acteurs (exemple de la transition écologique).

Pour autant, cette dynamique de soutien reste à relativiser. En matière de soutien financier de l'Etat, le contrat de ruralité est modeste au regard des contrats parfois conséquents dont disposent les territoires, notamment avec les Départements, les Régions ou l'Europe avec Leader. Toutefois, il est à noter que par exemple les fonds d'Etat (DSIL) pour le contrat de ruralité du PETR Pays Tolosan s'élèvent en 2017 à 1 038 588 €, auxquels s'ajoutent la DETR (pour 281 472 €), la DGD bibliothèque (435 920 €), et le FNADT (19666 €), soit un montant total de 1 775 646 €, par rapport à 378 804 € du contrat régional (au caractère affirmé en matière d'aménagement du territoire) et 416 734 du programme Leader (source : PETR, bilan 2017).

La part de la DSIL 2<sup>ème</sup> enveloppe (contrat de ruralité au sens strict) oscille entre 4% et 16% (avec l'exception de Vézère Auvézère de 30%, mais seul financement de l'Etat dans ce cas) et est souvent doublée grâce à l'apport d'autres financements de l'Etat (notamment DETR), mais pas toujours bien coordonnée.

**FIGURE 4 : BILAN FINANCIER 2017**



Cela étant, la prévision d'une série d'investissements programmés pour les communes et les EPCI à l'échelle d'un territoire semble redonner un coup de fouet à la morosité ambiante et à la crainte d'une baisse des investissements par la puissance publique.

**Qualitativement, le contrat de ruralité offre par sa souplesse une intervention de proximité, particulièrement auprès des petites communes, appréciant le caractère ensemblier de différentes politiques publiques et la forme de reconnaissance des projets soutenus.** En d'autres termes, le contrat de ruralité crédibilise les efforts et l'énergie déployée par des élus soucieux de revitaliser leurs villages. Symboliquement, financièrement et psychologiquement, le contrat de ruralité est reconnu pour ses différents apports. C'est quelque part un pari sur la ruralité qu'il faut gagner pour renforcer l'attractivité des territoires. En somme, pour certains élus, le contrat de ruralité est plutôt perçu comme une carte de la ruralité.

**Toutefois, une des limites des contrats reste son cadre annuel.** A l'exception du Grand Roye (facilité par le caractère restreint du territoire : moins de 25000 habitants), les autres n'ont pas fait un véritable exercice de programmation pluriannuel, se contentant de rassembler par année une liste de projets sans arbitrage, indiquant seulement le coût global estimatif, voire en plus, les partenaires financiers envisagés – sans indication de montant - et le calendrier prévisionnel de réalisation 2017-2020. Au final, les arbitrages sont laissés à l'Etat (généralement le sous-préfet).

## 5) Le contrat de ruralité au cœur de l'aménagement du territoire

Le contrat doit être vu d'abord comme un outil d'aménagement du territoire avant d'être un instrument d'intervention financière. Le contrat de ruralité n'est certes pas un contrat universel. Il a néanmoins le mérite d'appuyer en la valorisant, la stratégie existante du porteur et de cibler des actions significatives en termes d'aménagement du territoire.

Le CGET a proposé une « boussole » à six directions indiquant :

1. L'accès aux services publics et marchands et aux soins,
2. La revitalisation des bourgs centres, notamment à travers la rénovation de l'habitat et le soutien au commerce de proximité dans les centres-villes/bourgs,
3. L'attractivité du territoire (développement économique dont l'agriculture, l'offre de formation, le numérique, le tourisme, le patrimoine naturel, etc...),
4. Les mobilités locales et l'accessibilité au territoire,
5. La transition écologique et énergétique (démarches TEPCV<sup>11</sup> et éco quartier notamment),
6. La cohésion sociale.

La maquette du contrat de ruralité, proposée par le CGET en janvier 2017, mentionnait qu'il « est possible d'indiquer quelles sont, dans la temporalité du contrat, les principales thématiques pour lesquelles des actions seront engagées, mais les six doivent être exposées, car elles sont autant de volets d'un projet global de développement local ».

---

<sup>11</sup> Territoire à énergie positive pour la croissance verte



FIGURE 5 : UNE BOUSSOLE POUR RENFORCER LE PROJET DE TERRITOIRE



Cette boussole permet de revisiter la transversalité des axes stratégiques et de nourrir des projets dans des domaines jugés prioritaires. Globalement, d'un commun accord avec les services de l'Etat, chaque territoire a fait l'exercice de la « boussole » pour asseoir sa stratégie et sa programmation. Concrètement, la « boussole » permet de scanner le projet territorial pour en souligner les priorités stratégiques et finaliser la programmation.

Aussi, le contrat de ruralité est un contrat de territoire dépendant de la qualité du projet stratégique porté. **En ce sens, il se situe souvent en aval de la démarche du territoire, c'est-à-dire dans une voie programmatique fléchée.**

Les questions d'interaction rural-urbain, les enjeux d'équilibre territorial semblent être une préoccupation pour certains territoires mais pas pour tous. Sans dresser de typologie des situations rencontrées, le contrat de ruralité est un consensus entre les composantes du territoire où il n'est pas rare de voir une distribution spatiale des projets relativement équilibrée (exemple du Grand Roye, Vézère Auvézère avec un projet par territoire communautaire...). De même, la répartition des projets entre communes et EPCI varie d'un territoire à l'autre. **Pour certains, tous les projets sont portés par des communes, voulant souligner la ruralité du contrat et l'appui volontaire aux petites communes. Pour d'autres, les EPCI prennent une part significative des investissements au regard de leurs compétences et de l'impact territorial des projets, souhaitant manifester ainsi la montée en puissance du projet intercommunal** (exemple du Grand Roye et Grand Clermont).

Il n'y a pas de règle en la matière mais il est possible de supposer que l'arrivée des nouveaux EPCI (à l'exception du Grand Roye) n'a pas favorisé une implication de ces derniers dans les

portages de nouvelles opérations. Le pragmatisme a souvent opéré vers le choix d'opérations mûres et de proximité portées directement par les communes.

**En 2017, l'essentiel des contrats porte en premier lieu sur l'accès aux services publics (maisons de santé) et la revitalisation des bourgs centres, et secondairement sur l'attractivité du territoire.** On observera que certains axes ne sont pas mobilisés par des territoires, du moins en 2017. La transition énergétique n'est pas présente dans 4 cas sur 6, et la mobilité dans 3 cas sur 6. Le développement économique (abordé dans la rubrique « attractivité du territoire ») semble le parent pauvre des contrats (ainsi absent de certains contrats en 2017 tout au moins). **Il conviendra de veiller à la prise en compte des 6 thématiques sur la durée totale du contrat.** A noter que la circulaire DSIL du 7 mars 2018 aux Préfets de région leur demande d'allouer « au moins 33 % » de l'enveloppe globale de la DSIL aux priorités de l'axe prioritaire « accélération de la transition écologique » du Grand plan d'investissement » (« i-e les initiatives visant à « réduire l'empreinte énergétique des bâtiments publics » et à « soutenir le développement de solutions de transport innovant et répondant aux besoins des territoires »). Toutefois, on notera la diversité et la complexité du classement par rubrique selon les contrats et les projets.

**TABLEAU 4 : AXES ABSENTS DES CONTRATS EN 2017 (EN COULEUR)**

| Axes thématiques                        | Grand<br>Clermont | Grand<br>Roya | CA Redon | Pays<br>Tolosan | Sancerre<br>Sologne | Vézère<br>Auvézère |
|-----------------------------------------|-------------------|---------------|----------|-----------------|---------------------|--------------------|
| 1/ Accès aux SP                         |                   |               |          |                 |                     |                    |
| 2/ Revitalisation<br>des bourgs centres |                   |               |          |                 |                     |                    |
| 3/ Attractivité du<br>territoire        |                   |               |          |                 |                     |                    |
| 4/ Mobilité et<br>accessibilité         |                   |               |          |                 |                     |                    |
| 5/ Transition<br>énergétique            |                   |               |          |                 |                     |                    |
| 6/ Cohésion sociale                     |                   |               |          |                 |                     |                    |

Enfin, il convient de rappeler la nécessité d'une mise en cohérence avec le SDAASP (Schéma Départemental d'Amélioration de l'Accessibilité des Services au Public), comme le soulignait la circulaire du Ministre de l'aménagement du territoire du 23 juin 2016.

## II. Un contrat de perspectives : quatre pistes d'évolution

Nous reprenons ici les principales préconisations issues de nos entretiens avec les différents interlocuteurs. Il ne s'agit pas d'édicter de nouvelles injonctions de l'Etat pour les contrats actuels, alors que dans de nombreux territoires, les négociations locales sont encore en cours. Les principales préconisations portent sur la recherche d'une plus grande coordination entre les différents fonds et dotations, d'une programmation mieux coordonnée des financeurs et d'une approche pluriannuelle. Certaines recommandations visent à préparer une nouvelle génération de contrats pour la prochaine mandature municipale (2020-2026).

### 1) Donner plus de lisibilité aux contrats de ruralité, en passant à une véritable programmation pluriannuelle

- Garder la philosophie du départ : il y a la force du symbole et la reconnaissance avant le financement.
- Maintenant que le cadre est fixé, favoriser une vision et une programmation pluriannuelle : les actions mentionnées à titre pluriannuel ne le sont pas avec les financements compte tenu de l'impossibilité de s'engager, et une programmation financière annuelle nuance l'intérêt de l'exercice qui tend à s'approcher d'une simple programmation DETR.
  - Travailler sur une « promesse » d'une contractualisation pluriannuelle (en s'inspirant de l'approche d'engagements des contrats de plan) et le fléchage d'opérations futures ;
  - Aller vers un véritable plan pluriannuel intercommunal.
  - Assurer les engagements pluriannuels, notamment pour des projets à plusieurs phases de financement.
  - Commencer la réflexion sur les dossiers à inscrire au contrat de ruralité l'année n-1 et non quelques mois avant (mais la loi de finances n'est pas alors connue et votée).
  - Bien identifier les calendriers de réalisation par année.
- Ne pas noyer les contrats dans la procédure contractuelle et administrative propre aux fonds ou aux dotations de l'Etat : réglementation, formulaires, justificatifs, argumentaires (certains reprochent au contrat de ruralité l'obligation de rédiger des fiches action/projet avec une argumentation solide...). Les acteurs locaux demandent une simplification des mesures en sollicitant le caractère ensemblier du contrat de ruralité.

- Affirmer l'engagement pluriannuel et stable de la part de l'Etat (dans la reconduction du dispositif national, jusqu'en 2020).
- Reconduire à l'échéance le dispositif : avoir un contrat sur la nouvelle mandature municipale (2020-2026) et préparer la nouvelle génération de contrats pour cette mandature.

## 2) Renforcer la crédibilité des contrats, en mettant en place notamment une meilleure articulation des interventions de l'Etat ainsi qu'avec les autres financeurs

- Revenir à une enveloppe sacralisée DSIL pour les contrats de ruralité.
- Pérenniser et stabiliser les modalités du fonctionnement de la DSIL (3 changements en peu de temps). Anticiper les critères d'éligibilité (ingénierie ou non, portage par EPCI ou PETR,...) avant le dépôt des dossiers (les territoires sont demandeurs que l'Etat les informe techniquement des règles du jeu avant le dépôt des projets).
- Mieux articuler les financements de l'Etat, notamment entre DSIL (programmation régionale) et DETR (programmation départementale).
  - Harmoniser les calendriers (DETR et DSIL),
  - Harmoniser les critères d'intervention.
  - S'inspirer du dossier unique de demande de subvention au titre de la DETR et/ou de la DSIL mis en place par certaines préfectures ([http://www.calvados.gouv.fr/IMG/pdf/dossier\\_unique\\_detr\\_-\\_dsil\\_2018.pdf](http://www.calvados.gouv.fr/IMG/pdf/dossier_unique_detr_-_dsil_2018.pdf)).
  - Rechercher systématiquement la plus-value du contrat de ruralité (DSIL) et de la DETR (notamment en matière d'enveloppes et de procédures). Ainsi par exemple, dans le Cher, la DTER disposait en 2017 d'une enveloppe relativement généreuse de plus de douze millions d'euros, réservée uniquement aux projets d'investissements ruraux. La DSIL ouverte aux projets urbains était moins dotée (1,5 M€ pour les contrats de ruralité). Aussi, il était plus facile d'avoir recours à la DETR sans se préoccuper de l'assemblage du contrat de ruralité...
  - Rechercher l'accroissement des enveloppes, en mettant toutes les enveloppes de l'Etat dans le contrat.
- Mettre en cohérence les différentes interventions de l'Etat (dans l'attente des contrats de transition écologique).
  - Bien coordonner les nouvelles politiques publiques avec les contrats de ruralité : exemple des cœurs de ville pouvant être articulés dans un contrat (en cas de juxtaposition sur un même territoire).

- Affirmer le caractère interministériel des contrats de ruralité (à l’instar des contrats de ville), pour mieux mobiliser les différents ministères et agences.
- Mettre en place un comité des financeurs pour éviter le décalage des décisions de financement.
  - Les calendriers entre gestionnaires des dotations sont différents. Or, les opérations subventionnées ne démarrent que lorsque tous les co-financements ont été obtenus, et la plupart du temps, l’État intervient avant les autres co-financiers, malgré les réunions d’échanges. L’Etat lui-même peut être confronté à des difficultés de calendrier de ses propres financements : exemple entre DSIL (programmation régionale) et DETR (programmation départementale).
- Rechercher en amont une association des Régions, l’unification des comités de programmation, des critères de convergence et de périmètre avec les contrats des Régions.
- Développer un rôle de médiation des services de l’Etat pour convaincre et associer d’autres partenaires.

### 3) Encourager l’innovation et l’expérimentation et viser une plus grande ambition dans les projets

- Eviter la banalité des contrats et le saupoudrage en soutenant notamment des projets structurants.
- Mener une analyse fine des besoins pour la mise en place de projet.
- Dégager des opérations phare et de la prospective dans les projets portés.
- Parvenir à la définition de nouveaux critères de sélection des projets qui prennent en compte les externalités négatives et positives.
- Encourager l’intercommunalité et l’inter-territorialité, sur la base des principes de coopération et de réciprocité (les PETR sont demandeurs de favoriser une prise en compte interterritoriale des projets afin d’éviter le saupoudrage par exemple).
- Favoriser le sur-mesure des contrats : souplesse et dérogation quant à la qualité des projets indispensables au développement du territoire.
- Soutenir l’expérimentation et prendre en compte/accompagner des projets atypiques.
- Mieux prendre en compte les spécificités territoriales.
  - Appui bienveillant à l’hyper-ruralité : petites communes ou intercommunalités fragiles mobilisant difficilement des ressources pour le financement de projets pourtant intéressants (ceci n’est pas contradictoire avec la recherche de synergies entre projets et de mutualisation pour éviter le saupoudrage).

- Veiller à l'équilibre entre les axes sur l'ensemble de la durée du contrat (la boussole) :
  - Systématiser la prise en compte du développement économique.
  - Prévoir une meilleure prise en compte des questions d'accessibilité et de mobilité.
- Malgré le cadre fixé par la circulaire en matière d'architecture du contrat (qui offre un cadre pratique pour finaliser le contrat), une rédaction-type plus précise que le modèle type, serait facilitatrice s'agissant des rubriques, notamment pour harmoniser dans les différents contrats l'affectation des différentes actions selon les axes.
- S'inspirer des contrats de ville : financement d'actions (pilier cohésion sociale) et pas que d'investissements (cf. [Circulaire ministérielle du 15 octobre 2015 relative aux modalités opérationnelles d'élaboration des contrats de ville](#)). Le contrat de ville prévoit les mesures de soutien aux équipements sociaux, culturels, sportifs et aux associations assurant le lien social sur le territoire.
- Plaidoyer pour une ingénierie dédiée à la ruralité /
  - Relance de l'expérimentation AIDER (appui interministériel au développement et à l'expertise en espace rural). A priori, cela a été apprécié, d'où l'intérêt d'y donner suite...
  - A prendre en compte dans la future Agence Nationale de Cohésion des Territoires.
- Créer un réseau d'échanges d'expériences soutenues par les contrats de ruralité à l'échelle du département et des temps de rencontres à l'échelle régionale.

## 4) Renforcer le dialogue avec le territoire

- Donner une plus grande place à l'EPCI dans certains cas : à égalité avec l'Etat, en développant la marge de négociation de l'EPCI avec l'Etat.
- Favoriser l'association d'autres acteurs du territoire.
- Encourager l'implication des acteurs privés, mais se pose le problème du financement des porteurs privés, une difficulté déjà rencontrée pour mobiliser des co-financements dans le programme Leader. L'article 157 de la loi de finances 2018 prévoit seulement qu'outre les communes, les EPCI à fiscalité propre et les PETR, « les maîtres d'ouvrage désignés par le contrat peuvent être bénéficiaires de la subvention ».
- Favoriser la participation des habitants et les associer dans la démarche comme cela est souhaité par la maquette d'un contrat de ruralité de janvier 2017, diffusée par le CGET.

- S'inspirer des démarches de budget participatif pour le choix de certains investissements ou de pratiques de concertation sur la définition de certains équipements par des communes, aller vers la co-construction.
- Veiller à maintenir une certaine cadence et dynamique pour que le contrat « vive localement et dans le temps ».
- Etre vigilant sur le bilan et l'évaluation à mi-parcours du contrat à la fin de l'année 2018 – ou plus tard en fonction du démarrage effectif du contrat - pas toujours localement anticipé (clause de revoyure prévue à mi-parcours, et pas seulement un bilan de fin de contrat...), comme un instrument de meilleure maîtrise de la démarche.
- Financer à 100% l'ingénierie au moins la première année pour un poste de chargé(e) de développement local consacré au contrat de ruralité (éventuellement dégressif après et incitant à un renforcement de l'ingénierie de l'intercommunalité ou au niveau du PETR/Pays), en fonction des financements régionaux et départementaux déjà attribués, pour favoriser un projet stratégique et disposer de la matière grise nécessaire. Or selon la loi de finances 2017 (article 141), une partie des crédits attribués au titre de la seconde enveloppe pouvait financer des dépenses de fonctionnement non récurrentes, notamment relatives à des études préalables, et être inscrite en section de fonctionnement de leur budget, dans la limite de 15 % du montant total de la subvention. Ce taux a été encore réduit par la loi de finances 2018 (article 157) à 10% : « lorsque la subvention s'inscrit dans le cadre d'un contrat signé avec le représentant de l'Etat, les crédits attribués au titre de cette dotation peuvent financer des dépenses de fonctionnement de modernisation et d'études préalables, et être inscrits en section de fonctionnement de leur budget, dans la limite de 10 % du montant total attribué au bénéficiaire de la dotation. Dans ce cas, la subvention n'est pas reconductible ».
- Intérêt d'un affichage « logo » du contrat de ruralité sur les chantiers, à l'instar de l'Europe et de la Région. Au-delà de la Marianne affichant le soutien de l'Etat, réfléchir à des moyens de valoriser les contrats de ruralité auprès du « grand public ».

# Liste des personnes rencontrées et remerciements

Nous tenons à remercier vivement l'ensemble des personnes qui nous ont accordé un entretien : représentants des services de l'Etat, élus locaux et techniciens des collectivités, services des Conseils régionaux et départementaux, présidents de conseils de développement, dont la liste figure ci-dessous.

| Territoire                  | Interlocuteur        | Qualité                                                                                 | Date 2018 | Lieu/téléphone     |
|-----------------------------|----------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------|-----------|--------------------|
| <b>Vézère<br/>Auvézère</b>  | <b>F. SESE</b>       | Sous-Préfet d'Ussel, référent ruralité                                                  | 28-mars   | Ussel              |
|                             | <b>JP VICAT</b>      | Sous-Préfet de Brive                                                                    | 29-mars   | Brive              |
|                             | <b>E. ZABOURAEFF</b> | SG Préfecture Corrèze, Sous-Préfet                                                      | 05-avr    | Téléphone          |
|                             | <b>M.DUBECH</b>      | Pdt PETR Vézère Auvézère, Pdt Comcom pays d'Uzerche, 1er Adjoint de Saint-Ybard         | 29-mars   | Uzerche            |
|                             | <b>B. RUAL</b>       | VP CC Vézère-Monédières-Millesources, Maire de Chamberet                                | 29-mars   | Uzerche            |
|                             | <b>F. COMBY</b>      | Pdt CC Pompadour Lubersac, VP Conseil Départemental de Corrèze, Maire de Beyssenac      | 28-mars   | Lubersac           |
|                             | <b>C. COSTE</b>      | Chef de projet Conseil Départemental de Corrèze                                         | 05-avr    | Téléphone          |
|                             | <b>S. CAPERAN</b>    | Chargée de mission Région Nouvelle Aquitaine                                            | 26-avr    | Téléphone          |
|                             | <b>F. MAGE</b>       | Chargé de mission ruralité, Région Nouvelle Aquitaine                                   | 26-avr    | Téléphone          |
| <b>Sancerre<br/>Sologne</b> | <b>C. FERRIER</b>    | Préfète du Cher                                                                         | 04-avr    | Bourges            |
|                             | <b>P. VAUTIER</b>    | Sous-Préfet de Vierzon, référent ruralité                                               | 03-avr    | Bourges            |
|                             | <b>T. DELOYE</b>     | SG Préfecture du Cher, Sous-Préfet                                                      | 03-avr    | Bourges            |
|                             | <b>D. AMI</b>        | DGS Conseil Départemental du Cher                                                       | 03-avr    | Bourges            |
|                             | <b>L. RENIER</b>     | Pdte CC Sauldre et Sologne, Maire Aubigny-sur-Nère, Présidente SM Pays Sancerre Sologne | 04-avr    | Méry-es-Bois       |
|                             | <b>L. PABIOT</b>     | Pdt CC Pays Fort Sancerrois Val de Loire, Maire de Sancerre                             | 04-avr    | Sancerre           |
|                             | <b>S. CHESTIER</b>   | VP CC Pays Fort Sancerrois Val de Loire, Maire de Veaugues                              | 04-avr    | Sancerre           |
|                             | <b>C. VENIN</b>      | Directrice SM Pays Sancerre Sologne                                                     | 04-avr    | Vailly-sur-Sauldre |
|                             | <b>MC EUGENE</b>     | Chargée de mission Région Centre Val de Loire                                           | 12-avr    | Téléphone          |
| <b>Grand<br/>Clermont</b>   | <b>B. STEFFAN</b>    | SG Préfecture du Puy-de-Dôme, Sous-Préfète, référent ruralité                           | 27-mars   | Clermont-Ferrand   |
|                             | <b>MJ BERNARD</b>    | Chargée de mission Ruralité, Préfecture du Puy-de-Dôme                                  | 27-mars   | Clermont-Ferrand   |
|                             | <b>P. GENESTE</b>    | Directeur Collectivités territoriales et environnement, Préfecture du Puy-de-Dôme       | 27-mars   | Clermont-Ferrand   |
|                             | <b>A. ROGER</b>      | Chef du Bureau du contrôle budgétaire et des dotations de l'Etat, Préf. du Puy-de-Dôme  | 27-mars   | Clermont-Ferrand   |
|                             | <b>V. LUCCIANI</b>   | Directrice PETR Grand Clermont                                                          | 23-mars   | Clermont-Ferrand   |



|                     |                          |                                                                                                                            |         |                  |
|---------------------|--------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|------------------|
|                     | <b>D. ADENOT</b>         | Pdt PETR Grand Clermont                                                                                                    | 27-mars | Téléphone        |
|                     | <b>F. ROLLE</b>          | Directeur Adjoint aménagement du territoire. Région Auvergne Rhône Alpes                                                   | 05-avr  | Téléphone        |
|                     | <b>B. VALADIER</b>       | 1er Adjoint au Maire, Fayet-le-Château                                                                                     | 09-avr  | Téléphone        |
|                     | <b>JL. ESCURET</b>       | DGS Conseil Départemental du Puy-de-Dôme                                                                                   | 28-mars | Téléphone        |
| <b>Grand Roye</b>   | <b>N. BERNARD</b>        | Secrétaire générale de la sous-préfecture de Montdidier                                                                    | 23-mars | Montdidier       |
|                     | <b>G. COUPLET</b>        | Chef du bureau de la coordination et de l'appui territorial, Préfecture de la Somme                                        | 23-mars | Montdidier       |
|                     | <b>D. GRIMAUX</b>        | Chef du pôle développement économique, Arrondissements de Péronne et Montdidier                                            | 23-mars | Montdidier       |
|                     | <b>B. THIEBAUT</b>       | Présidente de la CC du Grand Roye                                                                                          | 29-mars | Roye             |
|                     | <b>M.-H. BERTHE</b>      | Chargée de mission de la CC du Grand Roye                                                                                  | 29-mars | Roye             |
|                     | <b>C. CONSTANT</b>       | Direction de l'aménagement du territoire et du logement, Service animation territoriale, Conseil régional, Hauts de France | 22-mai  | Téléphone        |
|                     | <b>I. COFFIGNIEZ</b>     | Conseil départemental de la Somme, chargée de mission Santerre                                                             | 26-avr  | Téléphone        |
| <b>CA Redon</b>     | <b>H. GIRARD</b>         | DAF Redon Agglomération                                                                                                    | 5-avr   | Redon            |
|                     | <b>C. BIDAUD</b>         | DG développement Redon Agglomération                                                                                       | 5-avr   | Redon            |
|                     | <b>R. RIAUD</b>          | Maire de Sixt/Aff (Ille-et-Vilaine)                                                                                        | 5-avr   | Redon            |
|                     | <b>Y. MAHE</b>           | Maire de Fégréac (Loire-Atlantique)                                                                                        | 5-avr   | Redon            |
|                     | <b>J.-F. MARY</b>        | Président de Redon Agglomération – maire d'Allaire (Morbihan)                                                              | 5-avr   | Redon            |
|                     | <b>P. GOUIN</b>          | Président du Conseil de Développement                                                                                      | 5-avr   | Redon            |
|                     | <b>J. RANCHERE</b>       | Sous-Préfet de Redon                                                                                                       | 6-avr   | Redon            |
|                     | <b>S. MICHALON-FAURE</b> | Préfecture d'Ille-et-Vilaine, référente ruralité                                                                           | 6-avr   | Rennes           |
|                     | <b>J. MORICE</b>         | Adjoint au directeur de l'aménagement et de l'égalité, Région Bretagne                                                     | 4-mai   | Téléphone        |
|                     | <b>M. VAN DER SMANN</b>  | Chef de service développement local, Agence départementale Pays de Redon, Conseil départemental d'Ille-et-Vilaine          | 18-avr  | Téléphone        |
| <b>Pays Tolosan</b> | <b>D. CUJIVES</b>        | Président du PETR                                                                                                          | 11-avr  | Toulouse         |
|                     | <b>H. GAYRAUD</b>        | Directrice du PETR                                                                                                         | 11-avr  | Rouffiac-Tolosan |
|                     | <b>J.G. SOURZAC</b>      | Maire de Rouffiac-Tolosan                                                                                                  | 12-avr  | Rouffiac-Tolosan |
|                     | <b>J. CAMART</b>         | Maire-adjoint de Rouffiac-Tolosan, Vice-président du PETR                                                                  | 12-avr  | Rouffiac-Tolosan |
|                     | <b>M. PEZZOT</b>         | Maire-adjoint de Lapeyrouse-Fossat                                                                                         | 12-avr  | Rouffiac-Tolosan |
|                     | <b>B. TESSIER</b>        | DGS de Lapeyrouze-Fossat                                                                                                   | 12-avr  | Rouffiac-Tolosan |

|  |                         |                                                                                                          |        |                  |
|--|-------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|------------------|
|  | <b>P. LAGORCE</b>       | Maire de Daux, membre de la commission départementale DETR                                               | 12-avr | Rouffiac-Tolosan |
|  | <b>M. DES ROCHETTES</b> | Président du Conseil de développement                                                                    | 12-avr | Rouffiac-Tolosan |
|  | <b>M.-P. DEMIGUEL</b>   | Sous-Préfète de l'arrondissement de Saint-Gaudens, référent ruralité                                     | 12-avr | Toulouse         |
|  | <b>A. LESOURD</b>       | Directrice du service de la coordination des politiques publiques et de l'appui territorial              | 12-avr | Toulouse         |
|  | <b>C. CABOT</b>         | Directrice adjointe de l'aménagement du territoire, Conseil régional d'Occitanie                         | 2-mai  | Téléphone        |
|  | <b>A. NICOLAS FAURE</b> | Responsable du service Ruralité Montagne, Conseil régional d'Occitanie                                   | 2-mai  | Téléphone        |
|  | <b>P. CHANUT</b>        | Chargé de projets, Service Ingénierie & Politiques Territoriales, Conseil départemental de Haute-Garonne | 7-mai  | Téléphone        |



MINISTÈRE  
DE LA COHÉSION  
DES TERRITOIRES

